



Bérengère NOGUIER
Conseillère départementale du canton d'Uzès
Geneviève BLANC
Vice-présidente
Conseillère départementale du canton d'Alès 1

Nîmes, le 18 décembre 2018

Elues écologistes

VOTE DU BUDGET 2019

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

Nous arrivons à notre dernière session de l'année. Comme tous les ans à cette époque c'est un rendez-vous important. Le vote du budget 2019 qui nous est proposé ce matin va en effet fixer concrètement les données financières que nous avons évoquées lors du débat d'orientation budgétaire.

Je ne reviendrai pas sur les contraintes financières imposées par l'Etat que nous connaissons tous et qui ont pesé une nouvelle fois sur la construction de notre budget. Ce difficile équilibre à trouver nous a imposé de faire des choix parfois douloureux pour inscrire notre budget dans un double objectif : assurer nos dépenses incompressibles et faire des économies supportables dans le but de poursuivre nos politiques publiques.

Au final, ce budget d'un peu plus d'un milliard d'euros qui nous sera présenté demain est un budget élaboré de façon à rester au plus près de nos concitoyens, à les accompagner dans leurs projets, à les aider à faire face aux difficultés.

Il montre également que nous ne renonçons pas à notre engagement à agir. L'action, voilà ce qui caractérise notre collectivité et qui traduit bien son rôle de proximité et de solidarité auprès des gardoises et des gardois.

Tout d'abord, quelques rapides commentaires sur les grands équilibres de notre budget.

- Nous contenons le niveau de nos dépenses réelles de fonctionnement tout en faisant face à l'ensemble de nos obligations en particulier en matière d'aide sociale en faveur des populations les plus fragiles.

- Nous maintenons une épargne brute à un niveau satisfaisant même s'il est un peu inférieur à l'année passée et nous poursuivons la stabilisation de notre endettement.

- Nous poursuivons nos investissements qui vont stimuler l'activité économique locale et contribuer à l'attractivité de notre territoire.

L'activité économique du Département est directement liée au développement durable et aux politiques publiques mises en œuvre avec nos partenaires :

- pour préserver notre agriculture et notre environnement, notamment la ressource en eau pour laquelle nous avons entrepris d'élaborer une stratégie pour l'avenir, en concertation avec les différents acteurs.

- pour faciliter l'accès aux produits locaux par une offre alimentaire de qualité et structurée

- pour accéder à un habitat de qualité et prévenir la précarité énergétique

- pour aider les territoires à s'adapter au changement climatique

- et à l'interne, pour monter en puissance, concrètement, sur la transition énergétique

et bien d'autres encore.

Nous soutenons fortement ces politiques auxquelles nous contribuons en tant qu'élues écologistes.

Je relève également un effort du Département en direction du secteur de l'Economie sociale et solidaire. Nous devons continuer à soutenir ce secteur qui crée de l'emploi non délocalisable dans les territoires. La charte pour l'achat durable, local et responsable, nous engage clairement dans cette voie. 2019 sera également l'année de la rédaction d'un livre blanc dédié à l'ESS dans le Gard.

Je voudrais aussi mettre en évidence l'attention constante portée par notre collectivité à la préservation du tissu social et de la solidarité au travers d'actions et de dispositifs qui relèvent d'une volonté politique.

Cette attention nous la retrouverons dans les rapports qui seront présentés demain au travers :

- tout d'abord, du Pacte territorial d'insertion et de développement social qui favorise le retour à l'emploi des personnes en insertion au travers d'actions coordonnées entre les partenaires du Département,
- ensuite, de la Convention d'appui au plan de lutte contre la pauvreté 2019-2021 entre le Département et l'Etat.

Le plan pauvreté va susciter beaucoup d'espairs, et dans le même temps, il suscite aussi beaucoup de questions. On peut le voir comme un signal positif dans la prise en compte par l'Etat des plus démunis et ce dès leur plus jeune âge. Notre département, 5^{ème} département de France le plus touché par la pauvreté, va bénéficier de ce dispositif. Si la somme de 8 milliards d'euros sur 4 ans est une annonce encourageante, la réalité est bien moindre, puisque la moitié de ce montant va provenir de budgets existants, réaffectés. En clair, combien les départements concernés percevront-ils pour compenser leurs dépenses engagées ? Et quand ? La réponse à ce jour n'est pas claire et nous laisse gérer avec des incertitudes, une situation qui est loin d'être confortable !

En conclusion, malgré le contexte toujours aussi peu favorable pour les collectivités, le Département montre à travers ce budget 2019 sa volonté de continuer sur la voie qu'il s'est tracée. Ce budget garantit le bon fonctionnement des politiques publiques départementales nécessaires aux gardoises et gardois, en leur apportant des services publics territorialisés, en poursuivant des actions sociales, culturelles et environnementales tournées vers l'avenir.

Au vu de la crise sociale que traverse notre pays aujourd'hui, il convient d'apporter des réponses durables, à notre échelle, à l'ensemble de nos concitoyens.

Enfin, je remercie l'ensemble des services sans qui l'élaboration de ce budget n'aurait pas été possible d'autant que l'exercice fut particulièrement périlleux cette année.

Monsieur le Président, ma collègue et moi-même voterons donc demain ce budget.

Je vous remercie.